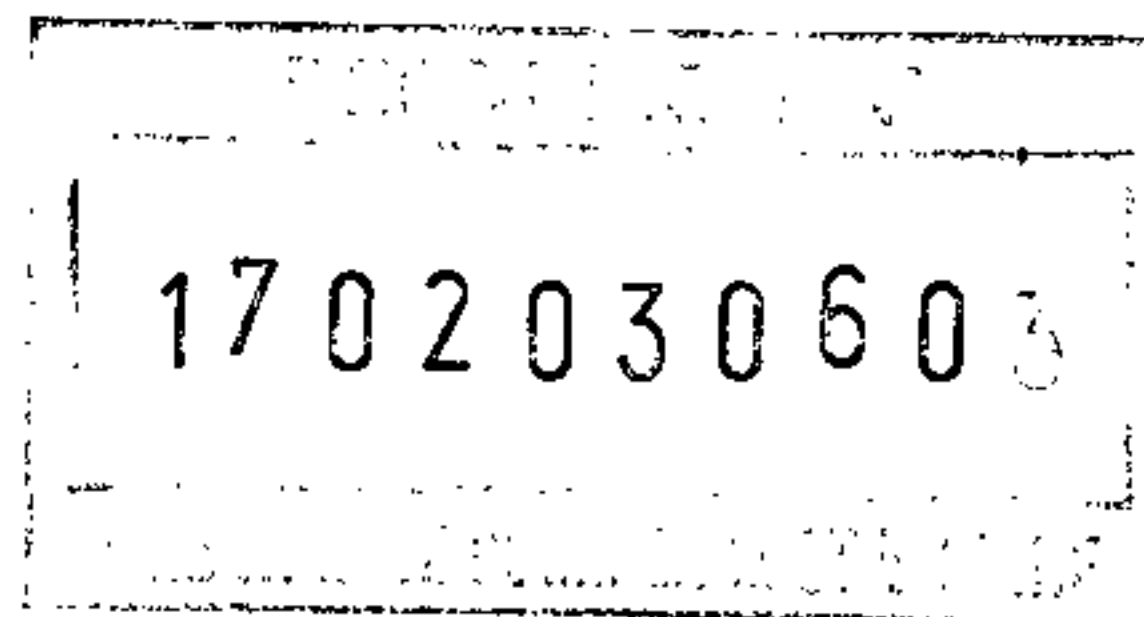


98 B 289

Entre les soussignés :



Monsieur Dominique BRUNETTI

Né le 20 mars 1965, demeurant à Saint Georges Haute Ville lieu dit « La Pra », de nationalité française, marié à madame Florence BASSO.

Ci-après dénommés « LE CEDANT ».

Mademoiselle Florence ROCHON

Née le 06 janvier 1976 demeurant à Montrond les Bains . 4A boulevard de Boissieu. de nationalité Française, célibataire.

Ci-après dénommé « LE CESSIONNAIRE ».

Après avoir rappelé que M. Dominique BRUNETTI est associé de Société dénommée « *a.C.I* », société à responsabilité limitée au capital de 20 000 €, divisé en 50 PARTS de 152,45 € CHACUNE (cent cinquante deux euros et quarante cinq cents), numérotées de 1 à 50, ayant son siège social à :

ZAC de la gouyonniere
42 480 La Fouillouse.

- Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Saint-Etienne sous le numéro B 418 239 810
- Identifiée au SIREN sous le numéro : 418 239 810
- Identifiée au SIRET sous le numéro 41823981000017
- Code APE : 524 Z

La SARL *a.C.I* ayant pour objet : *L'achat, vente de consommables informatiques et de tout matériel s'y rapportant - papeterie de bureautique et plus généralement l'équipement, le matériel et les fournitures de bureautique - l'achat, la vente, la réparation - l'entretien de tout ce qui touche au besoin de l'entreprise.*

Qu'il est propriétaire de 6 PARTS SOCIALES numérotées de 45 à 50 émises par la Société dénommée « *a.C.I* ». Pour les avoir reçues aux termes de l'acte constitutif de la Société soit le 15 juin 1999.

- Que les dites parts ne sont représentées par aucun titre.
- Que les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales

Il a été convenu ce qui suit :

Monsieur Dominique BRUNETTI cède à Mademoiselle Florence ROCHON sous les garanties ordinaires et de droit et sous réserve de la réalisation des conditions suspensives ci-après, qui accepte les 6 PARTS SOCIALES numérotées de 45 à 50 lui appartenant dans la société dénommée « *a.C.I* »
Moyennant le prix global de 914,70 € (neuf cent quatorze euros et soixante dix cents)

Lequel prix sera payé comptant au jour de la réalisation de l'acte authentique réitérant les présentes.

CR

103

PROPRIETE – JOUISSANCE

Le cessionnaire sera propriétaire des parts cédées à compter de la réitération des présentes en acte authentique et au plus tard le 12 septembre 2002 et il en aura la jouissance à compter du même jour. En conséquence, il aura seul droit aux bénéfices à compter du jour fixé pour l'entrée en jouissance.

AGREMENT DE LA CESSION

A L'article 11 des statuts de la SARL @.C.I Il a été stipulé notamment ce qui suit littéralement rapporté :

-Les cessions de parts s'opèrent par acte signifié à la société ou accepté par elle dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du code civil.

-Les parts sont librement cessibles entre associés, entre conjoints, sous réserve des dispositions de l'article 1595 du code civil, ainsi qu'entre ascendants et descendants. Les parts sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux sous réserve de ce qui est indiqué sous l'article 26 ci-après. Les cessions soit à titre gratuit soit à titre onéreux à des tiers autres que les conjoints, ascendants et descendants d'un associés, ne pourront avoir lieu qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés qui devra représenter au moins les trois quarts du capital social.

-En cas de cession projetée à des personnes ou sociétés devant être agréées par les associés, le cédant doit notifier le projet de cession à la société et à chacun des associés par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec accusé de réception, en indiquant les noms, prénoms et domicile du cessionnaire, le nombre de parts à céder et le prix de la cession.

-Les associés réunis en assemblée générale ou consultés par écrit par la gérance dans les huit jours de la notification, statuent sur la demande d'agrément dans les trois mois de la première notification.

-L'agrément résulte soit de la notification de la décision de la société par lettre recommandée avec accusé de réception soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois sus visé.

-Par suite, la présente cession est soumise à l'agrément des associés de Monsieur Dominique BRUNETTI, savoir :

- Madame Linda ROCHON
- Monsieur Robert ROCHON

CONDITIONS

Le cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées étant entendu toutefois que la cession ne sera opposable à la société émettrice et aux tiers qu'après accomplissement des formalités de publicité nécessaires.

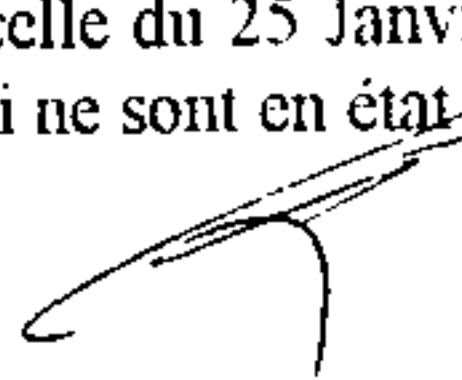
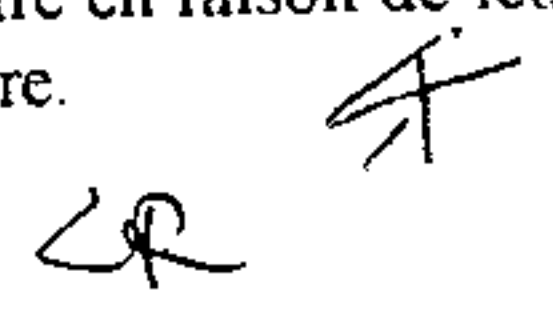
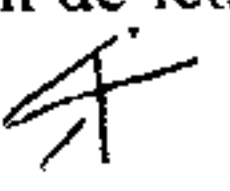
Il reconnaît avoir reçu avant ce jour :

- un exemplaire des statuts de la société.
- un extrait des inscriptions au registre du commerce et des sociétés concernant la société dont les parts sont présentement cédées.

DECLARATIONS GENERALES

Le cédant et le cessionnaire déclarent, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective dans le cadre de la loi du 13 Juillet 1967 ou de celle du 25 Janvier 1985, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation de paiements ou de déconfiture.

  
2 DB

- et que Mademoiselle Florence ROCHON cessionnaire est résident en France au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

Le cédant déclare :

- Qu'il n'existe de son chef ou celui des précédents propriétaires des parts cédées, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celles-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies.
- Que les parts cédées sont libres de tout nantissement ou promesse de nantissement.
- Que la société dont les parts sont présentement cédées n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

MODIFICATION DES STATUTS

Les statuts seront modifiés en conséquence.

GARANTIE DE PASSIF

Monsieur Dominique BRUNETTI garantit à Mademoiselle Florence ROCHON des conséquences de toute diminution d'actif pouvant résulter soit de l'absence ou de l'insuffisance de provision pour dépréciation des éléments d'actif, soit de la révélation de tout passif non inscrit au bilan intermédiaire, dont l'origine serait antérieure à la date de celui-ci, soit encore de l'insuffisance de provisions pour risques et charges.

Dans le cas où des provisions inscrites au bilan intermédiaire ci-dessus visé, viendraient à se révéler totalement ou partiellement sans objet, ces provisions ou les parties de ces provisions devenues sans objet, viendraient en déduction de sommes pouvant être dues par le cédant au titre de la garantie ci-dessus.

Les redressements fiscaux ayant pour effet de transférer des bénéfices d'un exercice à un autre ne seront pas pris en considération pour l'application de la présente garantie, exception faite des pénalités encourues.

La présente garantie est donnée pour une durée **d'une année** à compter de la cession définitive. Toutefois elle s'appliquera jusqu'au 31 décembre de la quatrième année suivant celle de la présente cession pour tout passif fiscal ou parafiscal qui se révélerait avant cette date.

Pour pouvoir mettre en œuvre la présente garantie, Mademoiselle Florence ROCHON sera tenu d'aviser Monsieur Dominique BRUNETTI de toute réclamation ainsi que de tout contrôle fiscal ou parafiscal, comme de toute vérification d'organismes sociaux dont la société pourrait faire l'objet, afin de la mettre en mesure de discuter de bien fondé des réclamations ou redressements et de pourvoir à la défense de ses intérêts.

INTERVENTION DES CO-ASSOCIES

Madame Linda ROCHON et Monsieur Robert ROCHON seuls autres associés de la société *à C.I* déclarent après avoir pris connaissance des présentes y donner leur consentement et agréer. Mademoiselle Florence ROCHON comme nouvelle associée.

PUBLICITE

La formalité du dépôt au greffe du tribunal de commerce de l'acte authentique sera effectuée aux frais du cessionnaire.

FRAIS

Les frais et droits du présent acte et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, seront à la charge du cessionnaire qui s'y oblige



2 R



ENREGISTREMENT

Les parties déclarent que les droits de cession résultant des présentes sont exigibles lors de l'enregistrement de la présente cession qui interviendra dans le mois de sa signature.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile à de la société

@.C.I
ZAC de la Gouyonniere
42 480 La Fouillouse.

FAIT A Montbrison

L'AN DEUX MIL DEUX ;

LE 12 septembre 2002

En trois exemplaires, l'un pour le cédant, l'un pour le cessionnaire et l'un pour l'enregistrement,

Enfin, les soussignés certifient que les présentes expriment l'intégralité du prix convenu.

Bon pour Accord

Bon pour accord

Les parties approuvent :

- mot(s) nul(s):
- nombre(s) nul(s):
- ligne(s) entière(s) nulle(s):
- barre(s) tirée(s) dans blanc(s):
- renvoi(s) :

Bon pour achat

Bon pour accord

Enregistré à la RECETTE PRINCIPALE DE MONTBRISON

Le 19/09/2002 Bordereau n°2002/456 Case n°1

Ext 1307

Enregistrement : 44 €

Timbre : 36 €

Total liquidé : quatre-vingts euros

Montant reçu : quatre-vingts euros

Le Receveur principal

Mme AGIOLATTI M.-D.
Contrôleur Principal

DB

28 B 289

17 02 03 00 05

STATUTS SARL @.C.I.

STATUTS DE LA SARL @.C.I.

Du : 11 MARS 1998.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

1) Madame Linda Raymonde Lucia Catherine RICO, Commerciale, épouse de Monsieur Gérard Baptiste Germain ROCHON, avec lequel elle demeure à SAINT-GEORGES-HAUTE-VILLE (Loire) lieudit "LES FAVIERS".

Née à MONTBRISON le 14 Janvier 1955.

Mariée avec Monsieur ROCHON, en Mairie de ST-GEORGES-HAUTE-VILLE le 30 Août 1986, soumise au régime de la séparation de biens pure et simple, aux termes de leur contrat de mariage reçu par Me TEMPERE Notaire à MONTBRISON le 27 Août 1986, régime non modifié depuis, ainsi déclaré.

2) Monsieur Robert Christian Louis ROCHON, Président de société, demeurant à MONTBRISON, 32 bis, Rue du Huit Mai.

Né à MONTBRISON le 20 JANVIER 1948.

Veuf, non remarié, de Madame Jocelyne PERLES.

3) Mademoiselle Florence Sandrine ROCHON, Responsable commerciale, demeurant à MONTROND-LES-BAINS (42210) 4A, Boulevard de Boissieu.

Née à SAINT-ETIENNE (Loire) le 6 JANVIER 1976.

Célibataire majeure.

De Nationalité Française.

Déclarant ne pas être liée par un pacte civil de solidarité, et agir en tant que de besoin, pour son compte personnel.

Lesquels ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à Responsabilité Limitée devant exister entre eux.

TITRE Ier - CONSTITUTION DE LA SOCIETE

Pour parvenir à la constitution de la société, ses fondateurs ont procédé et procèdent comme suit :

ARTICLE PREMIER : ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Les actes et engagements accomplis et/ou à accomplir pour le compte de la société en formation font l'objet d'un état et/ou d'un mandat, revêtus de la signature des associés fondateurs et annexés aux présents statuts après mention.

ARTICLE DEUX : DEPOT DES FONDS

Les fonds correspondant aux apports de numéraire visés infra à l'article 10, intégralement libérés, ont été déposés à l'Agence du CREDIT AGRICOLE LOIRE HAUTE-LOIRE à ANDREZIEUX, à un compte ouvert au nom de la société en formation.

B2 

LR DD

Le retrait de ces fonds ne peut être effectué que par le gérant ou son mandataire sur présentation au dépositaire du certificat spécial du greffier du tribunal de commerce attestant l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE TROIS : FORMALITES

I. - Pouvoirs pour les formalités constitutives :

Tous pouvoirs sont conférés à chacun des fondateurs et aux porteurs d'expéditions, originaux, copies ou extraits conformes des pièces constitutives, à l'effet d'accomplir toutes formalités requises.

ARTICLE QUATRE : FRAIS

Les frais, droits et honoraires du présent acte et de ses suites seront supportés par la société, inscrits en compte de frais généraux et amortis avant toute distribution de bénéfices et au plus tard dans un délai de cinq ans.

TITRE II - CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE - PREMIERS MEMBRES DES ORGANES SOCIAUX

ARTICLE CINQ : DENOMINATION SOCIALE

La dénomination de la société est @ C.I.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "Société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social. En outre, elle doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée à titre principal au registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE SIX : FORME

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci après visées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par la législation française, notamment par la loi numero 66-537 du 24 juillet 1966 et le décret numero 67-236 du 23 mars 1967, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE SEPT : SIEGE SOCIAL - R.C.S. - SUCCURSALES

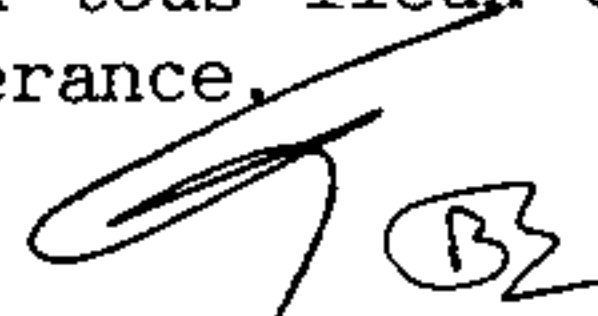
I. - Siege social - R.C.S.

Le siège de la société est fixé à LA FOUILLOUSE (loire) ZAC DE LA GOYONNIERE du ressort du tribunal de commerce de SAINT-ETIENNE, lieu de son immatriculation au R.C.S.

Il peut être transféré partout ailleurs sur décision collective des associés de nature extraordinaire.

II. - Succursales, Agences, Dépôts.

La création, le déplacement, la fermeture d'établissements annexes en tous lieux et en tous pays interviennent sur simple décision de la gérance.

 BZ

ARTICLE HUIT : OBJET SOCIAL

La société a pour objet l'ACHAT - VENTE de CONSOMMABLES INFORMATIQUES ET DE TOUT MATERIEL S'Y RAPPORTANT - PAPETERIE DE BUREAUTIQUE - ET PLUS GÉNÉRALEMENT L'EQUIPEMENT, LE MATERIEL et LES FOURNITURES DE BUREAU - L'ACHAT - LA VENTE - LA REPARATION - L'ENTRETIEN DE TOUT CE QUI TOUCHE AU BESOIN DE L'ENTREPRISE.

Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de gérance libre, de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société de participation ou groupement d'intérêt économique ou de prise, ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits.

Et généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, immobilières ou mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ci dessus ou à tout objet similaire ou connexe, ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

ARTICLE NEUF : DUREE

I.- Détermination

La durée de la société est fixée à CINQUANTE (50) années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

II.- Prorogation

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, les associés doivent être consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut de consultation dans ce délai, tout associé peut demander au Président du tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la consultation prévue ci dessus.

La décision de prorogation doit être prise à la majorité requise pour la modification des statuts.

III.- Dissolution

La dissolution de la société intervient de plein droit au terme fixé pour sa durée, comme encore au terme du délai de deux ans au cours duquel le nombre des associés serait resté supérieur à cinquante, si - dans le même délai - une régularisation n'est pas intervenue dans les conditions précisées à l'article 36 de la loi du 24 juillet 1966.

Par décision de nature extraordinaire, la collectivité des associés peut décider à tout moment la dissolution anticipée ; elle doit se prononcer sur ce sujet lorsque les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social, du fait de pertes.

Tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société dans les circonstances suivantes :

. Les capitaux propres étant inférieurs à la moitié du capital social, soit le gérant, ou le commissaires aux comptes s'il en existe, n'a pas provoqué la décision collective des associés visée au second alinéa du présent article dans les quatre mois de la constatation des pertes, soit les associés n'ont pu valablement délibérer sur le même

sujet, soit à défaut d'assainissement du bilan dans le délai et dans les conditions visées au deuxième alinéa de l'article 68 de la loi du 24 Juillet 1966.

. Lorsqu'une même personne physique est déjà associée unique d'une autre société à responsabilité limitée ou encore lorsqu'une société à responsabilité limitée a pour associé unique une autre S.A.R.L. composée d'une seule personne.

. En cas de réduction du capital social au-dessous du minimum légal en contravention des dispositions du deuxième alinéa de l'article 35 de la loi du 24 Juillet 1966.

ARTICLE DIX : CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES - APPORTS

I.- Montant du capital et parts sociales

Le capital social s'élève à VINGT MILLE EUROS (20.000,00 Euros)

Il est divisé en CINQUANTE Parts sociales de 400,00 EUROS chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées, numérotées de 1 à 50, le tout ainsi qu'il résulte infra des paragraphes II et III.

II.- Apports en numéraire. Souscription et libération

Les associés suivants effectuent des apports en numéraire, savoir:

- Madame Linda ROCHON, la somme de HUIT MILLE HUIT CENT Euros
ci 8.800,00 Euros

- Monsieur Robert ROCHON, la somme de HUIT MILLE
HUIT CENTS Euros, ci. 8.800,00 Euros

- Mademoiselle Florence ROCHON, la somme de DEUX
MILLE QUATRE CENTS Euros, ci 2.400,00 Euros

Soit ensemble la somme en espèces de : VINGT
MILLE Euros, ci 20.000,00 EUROS

Laquelle somme a été versée par les comparants dans les proportions sus indiquées dès avant ce jour à un compte ouvert au nom de la société en formation à ANDREZIEUX, en l'Agence du CREDIT AGRICOLE LOIRE HAUTE.LOIRE ainsi qu'il résulte d'une attestation de ladite banque en date du 7 MARS 1998, qui demeurera annexée aux présentes.

Elle ne pourra être retirée par la gérance qu'après l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sur présentation du certificat attestant l'exécution de cette formalité.

En conséquence les apports sont rémunérés par l'attribution :

B2



2 R

30

- A Madame Linda ROCHON, de VINGT DEUX parts portant les numéros 1 à 22 ci 22 parts

- A Monsieur Robert ROCHON, de VINGT DEUX parts portant les numéros 23 à 44 ci 22 parts

- A Madame Florence ROCHON, de SIX parts portant les numéros 45 à 50, ci 6 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social CINQUANTE (50) PARTS DE)

Ci 50 Parts

Conformément à la loi, les comparants déclarent expressément que les 50 parts sociales, présentement créées sont souscrites en totalité par les associés et intégralement libérées, qu'elles représentent des apports en espèces et qu'elles sont réparties entre les associés dans les proportions indiquées ci-dessus.

ARTICLE ONZE : EXERCICE SOCIAL

L'exercice social s'étend du 1^{er} AVRIL au 31 MARS.

Le premier exercice social prendra fin le 31 MARS 1999.

ARTICLE DOUZE : GERANTS - COMMISSAIRE AU COMPTES

Est nommé premier gérant de la société pour une durée indéterminée:

* Madame Linda Raymonde Lucia Catherine RICO, épouse de Monsieur Gérard ROCHON, sus nommée, née à MONTBRISON le 14 Janvier 1955.

Lesquels déclarent accepter les fonctions qui viennent de leur être conférées et qu'il n'existe de leur chef aucune incompatibilité, ni aucune interdiction pouvant faire obstacle à leur nomination.

Il n'est pas désigné de commissaire aux comptes.

ARTICLE TREIZE : AGREMENT DES CESSIONS DE PARTS SOCIALES

La collectivité des associés statue sur l'agrément des cessions et transmissions de parts sociales selon ce qui est spécifié à l'article 20.

TITRE III - ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE QUATORZE : GERANCE

I.- Nomination des gérants - Demission des gérants

Nomination :

La société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques, associées ou non, nommées avec ou sans limitation de durée.

Le ou les gérants sont toujours rééligibles.

③



Au cours de la vie sociale les gérants sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun d'eux à la signature sociale, dont il ne peut faire usage que pour les affaires de la société.

Le mandat d'un gérant prend fin à l'issue de l'assemblée des associés se prononçant sur les comptes de l'exercice écoulé, se réunissant au cours de l'année pendant laquelle ce mandat vient à expiration.

Démission

Tout gérant a le droit de renoncer à ses fonctions, à charge par lui d'informer les associés et éventuellement les co gérants de sa décision à cet égard, trois mois au moins avant la cloture d'un exercice, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Il est dressé acte de ce changement de qualité qui ne prend effet qu'à l'issue de la cloture de l'exercice en cours.

La démission donnée sans juste motif peut donner lieu à des dommages-intérêts au profit de la société.

Toutefois, la collectivité des associés, par décision ordinaire, peut toujours accepter la démission d'un gérant avec effet d'une date ne coïncidant pas avec la cloture d'un exercice.

Le gérant démissionnaire doit, s'il n'y a pas de cogérant, provoquer une décision collective en vue de son remplacement ; la prise d'effet de sa démission est suspendue, s'il échet, jusqu'au remplacement effectif.

II.- Pouvoirs du ou des gérants

Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou chacun des gérants est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance, au nom de la société, mais en ce qui concerne uniquement les formalités nécessaires à la création de la société, (immatriculation, déclaration fiscale etc....)

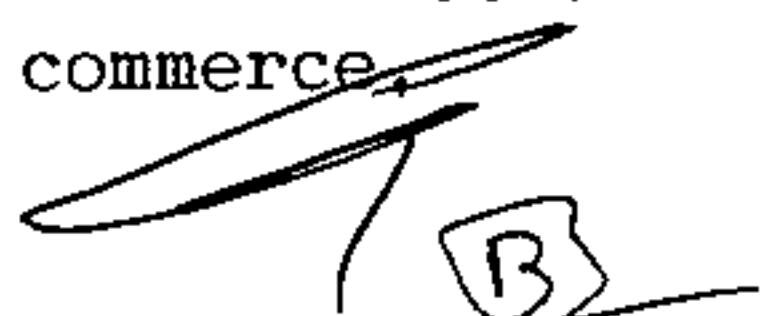
Tous les autres actes concernant la société doivent faire l'objet d'une décision prise en assemblée générale à la majorité des associés;

La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Dans les rapports entre associés, en cas de pluralité de gérants et à moins que les associés, par décision collective de nature ordinaires, n'aient prévu une dispense pour les actes ou engagements inférieurs à une limite qu'ils fixent, un gérant doit informer le ou les autres gérants de la prochaine intervention d'un acte ou engagement et s'en réserver la preuve. Le ou les autres gérants peuvent s'opposer à l'accomplissement de tout acte ou engagement avant qu'il ne soit conclu.

Cependant, les actes ou opérations ci-après limitativement énumérés doivent être autorisés préalablement par une assemblée générale des associés et à la majorité de ceux-ci, savoir :

- les achats, ventes, apports ou échanges d'immeubles ou fonds de commerce.



- les emprunts et les crédits bancaires supérieurs à la limite fixée par les associés,
- les constitutions d'hypothèque ou de nantissement,
- les prises de participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes personnes morales constituées ou à constituer.

III.- Délégation de pouvoirs

Un gérant peut donner toutes délégations de pouvoir à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés, sauf à prendre toutes mesures nécessaires pour le respect des dispositions visées au paragraphe ci-dessus.

IV.- Hypothèques et sûretés réelles

Les hypothèques et autres sûretés réelles sur les biens de la société sont consenties en vertu de pouvoirs pouvant résulter des présents statuts, de délibérations ou délégations établis sous signatures privées alors même que la constitution de l'hypothèque ou de la sûreté doit l'être par acte authentique.

V.- Responsabilité des gérants

La responsabilité des gérants est engagée dans les conditions de droit commun et celles définies par les lois du commerce et des sociétés.

VI.- Rémunération des gérants

Chacun des gérants a droit en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, aux bénéfices ou/et au chiffre d'affaires, dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par décisions collective ordinaire des associés.

En outre, chacun des gérants a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la société.

VII.- Assiduité - Concurrence

Sauf à obtenir une dispense de la collectivité des associés, le gérant ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs est tenu de consacrer tout son temps et tous ses soins aux affaires sociales.

Pendant l'accomplissement de son mandat, tout gérant s'interdit de faire directement ou indirectement concurrence à la société puis en outre pendant cinq années après cessation de ses fonctions, dans un rayon de vingt kilomètres.

VIII.- Révocation d'un gérant

Tout gérant est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Le gérant révoqué sans juste motif peut obtenir des dommages-intérêts.

De plus, un gérant est révocable par décision de justice pour cause légitime.

IX.- Obligations de la gérance

Le ou les gérants sont soumis aux obligations fixées par la loi et les règlements et notamment à l'établissement des comptes annuels et du



rapport de gestion, ainsi que - si les critères sont remplis - des documents financiers et comptables et des rapports visés aux articles 340-1 et 340-3 de la loi du 24 juillet 1966.

La gérance est tenue en outre, de satisfaire aux diverses prérogatives du comité d'entreprise ou, à son défaut, des délégués du personnel, définies notamment par l'article 230-3 de la loi précitée.

Elle doit encore effectuer la formalité de dépôt des documents visés à l'article 44-1 de la loi du 24 juillet 1966 et, le cas échéant, les formalités de publicité visées à l'article 298 du décret sur les sociétés commerciales.

ARTICLE QUINZE : CONTROLE DES OPERATIONS SOCIALES

I.- Intervention de commissaires aux comptes

Un ou plusieurs commissaires doivent ou peuvent être désignés dans les conditions visées à l'article 64 de la loi du 24 juillet 1966. ces commissaires exercent leur mission selon ce qui est dit aux articles 66 et 340-3 de cette loi.

II.- Examen des conventions entre un associé ou un gérant et la société.

1.- Conventions soumises à ratification des associés.

Le gérant ou s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés un rapport spécial sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

La collectivité des associés statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets à charge pour le gérant et s'il y a lieu pour l'associé contractant de supporter individuellement ou solidairement selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, un gérant, un administrateur, un directeur général, un membre du directoire ou un membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

2.- Conventions soumises à autorisation préalable

Toutefois, s'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée des associés.

3.- Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant au autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des gérants et associés ainsi qu'à toute personne interposée.

2 R

30

TITRE IV - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

La collectivité des associés, par décision extraordinaire, peut apporter toutes les modifications admises par la loi et l'usage au capital social et à sa division en parts sociales ce, dans le respect des prescriptions des articles 61 à 64 de la loi du 24 juillet 1966.

Toutefois, la réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une forme avec laquelle le capital réduit soit compatible.

L'apporteur de biens en nature, s'il est déjà associé, peut prendre part au vote sur l'approbation de son apport, sans limitation du nombre de ses voix.

Lors de toute augmentation ou réduction du capital social, comme dans le cas de division ou de regroupement des parts sociales, les associés doivent le cas échéant, faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de parts ou droits nécessaires pour supprimer les rompus et permettre ainsi l'attribution ou l'échange au profit de chacun d'eux d'un nombre entier de parts nouvelles.

La gérance, le cas échéant, met les associés concernés en demeure de rendre la ou les cessions nécessaires opposables à la société dans un délai qu'elle fixe et ceci sous peine d'astreinte à fixer par le juge.

TITRE V - PARTS SOCIALES

ARTICLE SEIZE : PARTS DE CAPITAL ET PARTS D'INDUSTRIE

En représentation des apports en capital qui lui sont faits, la société émet des parts sociales de même valeur nominale, intégralement libérées dès leur création, lesquelles contribuent exclusivement à la formation du capital social.

Lorsque les conditions légales sont réunies, la société peut exceptionnellement émettre des parts sociales sans valeur nominale en rémunération des apports en industrie qui lui sont faits. Ces parts, hors capital social, sont dites : parts sociales d'industrie.

Les parts sociales doivent être souscrites en totalité par les associés, leur répartition est mentionnée dans les statuts qui constatent également la libération intégrale des parts de capital ainsi que le dépôt des fonds.

ARTICLE DIX SEPT : PROPRIETE - CESSION - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES DE CAPITAL

Les parts sociales de capital ne sont pas négociables. Leur propriété résulte seulement des statuts de la société, des actes qui les modifient, des cessions et mutations ultérieures, le tout régulièrement consenti, constaté et publié.

Les mutations entre vifs sont constatées par acte authentique ou sous seing privé. Elles deviennent opposables à la société, soit après leur acceptation par un gérant dans un acte authentique, soit par une signification faite à la société par acte d'huissier de justice. Elles ne sont opposables aux tiers qu'après l'accomplissement des formalités qui précèdent puis le dépôt de deux originaux enregistrés ou de deux

copies authentiques de l'acte qui les constate au greffe du tribunal, en annexe au R.C.S.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Dans les diverses manifestations de la vie sociale, les propriétaires indivis de parts sociales sont représentés par le mandataire unique visé à l'article 23.

ARTICLE DIX HUIT : CARACTERE STRICTEMENT PERSONNEL DES PARTS SOCIALES D'INDUSTRIE

Les parts sociales d'industrie sont attribuées à titre strictement personnel. Elles ne sont pas dans le commerce et sont annulées en cas de décès comme en cas de cessation définitive des prestations dues par le titulaire, intervenant pour quelque cause que ce soit.

TITRE VI - DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIES

ARTICLE VINGT : DROIT DE DISPOSITION SUR LES PARTS SOCIALES DE CAPITAL

La cession entre vifs des parts sociales de capital, le sort de telles parts ayant appartenu à un associé décédé ou dont la personnalité morale est disparue et l'aptitude à devenir associé du conjoint d'un titulaire de parts sociales de capital sont réglés comme suit :

I.- Cessions entre vifs

1.- Toute opération sans autres exceptions que celles prévues en II du présent article ayant pour but ou pour résultat le transfert ou l'attribution entre toutes personnes existantes, physiques ou morales, de la propriété d'une ou plusieurs parts sociales préexistantes est soumise à l'agrément de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, tant de capital que d'industrie, le vote de l'associé cédant étant pris en compte.

2.- Toutefois, sont libres les opérations de toute nature réalisées par l'associé unique ou, s'il y a pluralité d'associés entre associés, entre conjoints, et entre ascendants et descendants.

3.- La procédure d'agrément est suivie dans les conditions prescrites par la loi du 24 Juillet 1966 et son décret d'application.

4.- En cas de recours à l'expertise, les frais et honoraires de l'expert sont pris en charge, moitié par le cédant, moitié solidairement par les acquéreurs qui les répartiront entre eux au prorata du nombre de parts qu'ils acquièrent. Si le rachat ne peut intervenir pour une cause quelconque, les frais et honoraires d'expertise sont supportés par la personne ayant défailli ou renoncé.

II.- Transmission de parts pour cause de décès ou de disparition de la personnalité morale d'un associé

1.- Toute transmission, attribution ou dévolution de parts ayant sa cause dans le décès ou la disparition de la personnalité morale d'un associé, sans autres exceptions que celles prévues ci-après en 2 du présent article II, est soumise à l'agrément des associés subsistant représentant les $\frac{3}{4}$ au moins des parts sociales.

2.- Toutefois, sont libres toutes opérations visées au paragraphe

précédent en suite du décès ou de la dissolution de la personnalité morale de l'associé unique; sont libres, s'il y a pluralité d'associés, toutes transmissions faites au conjoint, aux ascendants ou descendants d'un associé décédé.

3.- La société doit faire connaître sa décision dans le délai de deux mois courant à partir de la dernière des notifications à la société et aux associés, des qualités héréditaires ou du projet d'attribution ou de dévolution.

En cas de refus d'agrément, il est fait application des dispositions légales et réglementaires prévues pour les cessions de parts sociales entre vifs.

4.- En cas de recours à l'expertise les frais et honoraires de l'expert sont supportés moitié par la société, moitié solidairement par les acquéreurs qui les répartiront entre eux au prorata du nombre de parts acquises.

5.- La société peut mettre les héritiers, conjoints ou dévolutaires en demeure de présenter leur demande d'agrément dans un délai qui ne peut être inférieur à trois mois à compter du décès ou de la disparition de la personnalité morale de l'associé et d'avoir à fournir toutes justifications de leurs qualités. La demande d'agrément doit être présentée par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La société peut également requérir toutes justifications de tout notaire.

III.- Aptitude à devenir associé du conjoint d'un titulaire de parts sociales de capital.

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts sociales au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut notifier son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises.

ARTICLE VINGT ET UN : DROIT SUR LES BENEFICES, LES RESERVES ET LE BONI DE LIQUIDATION

Sans préjudice du droit au remboursement du capital non amorti qu'elle représente chaque part de capital donne un droit égal dans la répartition des bénéfices, des réserves, et du boni de liquidation.

Les droits attachés aux parts d'industrie sont définis lors de leur création.

ARTICLE VINGT DEUX : DROIT A L'INFORMATION

1.- En cas de pluralité d'associés, l'information des associés est assurée comme suit :

. Quinze jours au moins avant la date de l'assemblée qui doit se tenir dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice écoulé, le rapport de gestion, les comptes annuels, le rapport sur la gestion du groupe, les comptes consolidés, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, les rapports du commissaire aux comptes sur les comptes annuels et les comptes consolidés sont adressés aux associés par lettre recommandée. Pendant le même délai, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

A compter de la communication visée à l'alinéa précédent, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant est tenu de répondre au cours de l'assemblée.

62



. A toute époque, un associé a le droit de prendre connaissance par lui même et au siège social - assisté s'il le désire, d'un expert inscrit sur une des listes établies par les cours et tribunaux - des comptes annuels, inventaires et rapports soumis aux assemblées et procès verbaux de ces assemblées concernant les trois derniers exercices. A l'exception des inventaires l'associé peut prendre copie de ces documents.

. Quinze jours au moins avant toute assemblée autre que l'assemblée annuelle, le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes sont adressés aux associés par lettre recommandée et sont tenus, en outre, à leur disposition au siège social. Les associés peuvent en prendre copie.

En cas de consultation écrite, les mêmes documents accompagnent la lettre de consultation.

. Deux fois par exercice, tout associé non gérant peut poser des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

Le gérant est tenu de répondre par écrit et doit communiquer sa réponse au commissaire aux comptes, s'il en existe un.

. Le cas échéant, sur demande du commissaire aux comptes, s'il en existe, il recoit communication du rapport visé à l'article 340-3 de la loi du 24 juillet 1966.

2.- Il est fait application des dispositions de l'article 60-1 de la loi du 24 juillet 1966, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé. L'associé unique reçoit, le cas échéant, le rapport visé au dernier alinéa du paragraphe qui précède.

ARTICLE VINGT TROIS : DROIT D'INTERVENTION DANS LA VIE SOCIALE

Outre les droits par ailleurs reconnus dans les présents statuts:

. tout associé peut participer personnellement aux décisions collectives d'associés ou, s'il s'agit d'assemblées, s'y faire représenter par un mandataire, associé ou conjoint.

Lorsque la société, vient à ne plus comprendre que deux seuls associés, la représentation d'un associé est toutefois interdite par l'autre associé, fût-il le conjoint du mandant.

L'associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus ci après collectivement aux associés, en cas de pluralité d'associés.

Dans ce cas, le rapport de gestion, l'inventaire et les comptes annuels sont établis par le gérant. L'associé unique approuve les comptes, le cas échéant après rapport des commissaires aux comptes, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions sont répertoriées sur le registre visé par la loi.

. les propriétaires indivis de parts sociales de capital sont représentés par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent des indivisaires.

. En cas d'usufruit s'exerçant sur des parts sociales, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, toutefois, l'usufruitier participe seul au vote des décisions concernant l'affectation des bénéfices.

. Un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant s'il représentent au moins le quart des associés, le quart

des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

. Tout associé - par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé - peut obtenir la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée.

ARTICLE VINGT QUATRE : OBLIGATION DE RESPECTER LES STATUTS

La détention de toute part sociale emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives d'associés ou aux décisions de la gérance.

Héritiers et créanciers ne peuvent sous aucun prétexte requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents sociaux ni s'immiscer dans les actes de la vie sociale.

ARTICLE VINGT CINQ : COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Sauf à respecter la réglementation bancaire, chaque associé a la faculté, sur la demande ou avec l'accord de la gérance de verser dans la caisse sociale, en compte courant les sommes qui seraient jugées utiles pour les besoins de la société.

Les conditions d'intérêt, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes sont déterminées par convention intervenue directement entre la gérance et le déposant et soumises ultérieurement à l'approbation des associés, conformément aux dispositions de l'article 15 II ci-dessus.

A défaut de fixation expresse des conditions d'intérêts et de remboursement, les sommes déposées seront productives d'un intérêt fixé au taux légal moins deux points et le remboursement interviendra au plus tôt DEUX mois après la demande notifiée à la société.

Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

TITRE VII - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

1.- Les décisions collectives des associés sont prises en assemblée ou par voie de consultation écrite au choix de la gérance.

Toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et pour toutes autres décisions si elle est demandée par un ou plusieurs associés comme dit à l'article 23 ci-dessus.

2.- Les décisions collectives sont qualifiées d'extraordinaires ou d'ordinaires.

3.- Les décisions extraordinaires sont celles qui emportent ou entraînent, directement ou indirectement modification des statuts notamment la modification de la forme et la prorogation de la durée ainsi que l'agrément des cessions ou transmissions de parts sociales dans les conditions visées ci dessus à l'article 20 ou la dissolution anticipée.

Sous réserve d'autres conditions impératives définies dans les présents statuts ou par la loi, les décisions extraordinaires sont adoptées par des associés représentant les 3/4 au moins des parts sociales.

4.- Les décisions ordinaires sont toutes celles qui n'entrent pas dans la définition donnée ci-dessus des décisions extraordinaires. Ce sont notamment celles portant sur l'approbation des comptes annuels; la nomination et la révocation des gérants, sur l'approbation de tous actes

de la gérance qui n'entrent pas dans la définition de ses pouvoirs internes.

Sous réserve d'autres conditions impératives définies dans les présents statuts ou par la loi, les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

SI cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelque soit le nombre de votants. Les dispositions de cet alinéa sont inapplicables en cas de nomination ou de révocation d'un gérant.

5.- Les conditions de convocation des assemblées, de consultation écrite des associés, de tenue des assemblées, d'établissement et de conservation des procès-verbaux de décisions collectives sont celles définies par la loi et le règlement.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un seul gérant ou par un seul liquidateur au cours de la liquidation.

TITRE VIII - BENEFICES : AFFECTATION ET REPARTITION - PERTES

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de cette fraction.

Le solde diminué s'il y a lieu, des sommes à porter à d'autres fonds de réserve en vertu de la loi, puis augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'assemblée détermine la part de celles ci attribuée aux associés sous forme de dividende; ce dernier est toutefois prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-la, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable.

S'il y a lieu, l'assemblée affecte la part non distribuée du bénéfice distribuable de l'exercice dans les proportions qu'elle détermine, soit à un ou plusieurs fonds de réserve, généraux ou spéciaux qui restent à la disposition de l'assemblée ordinaire des associés, soit au compte "report à nouveau".

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'assemblée ou à défaut par la gérance. Toutefois cette mise en paiement doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation de ce délai, par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur la requête à la demande de la gérance.

2 R

B2

BD

Les pertes, s'il en existe, sont portées au compte "Report à nouveau" ou compensées directement avec les réserves existantes.

TITRE IX - LIQUIDATION - DIVERS

ARTICLE VINGT SIX : LIQUIDATION

A l'expiration de la durée de la société ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation en est faite par le ou les gérants alors en fonction et, en cas de décès du gérant unique, comme dans le cas de refus ou de démission, par un ou plusieurs liquidateurs pris parmi les associés ou en dehors d'eux, nommés par décision collective ordinaire des associés et, à défaut d'entente, par le président du tribunal de commerce du lieu du siège social, à la requête de la partie la plus diligente.

La dissolution met fin à la mission du commissaire aux comptes, s'il en existe.

La liquidation s'effectue conformément aux dispositions, non contraire aux présents statuts, des articles 390 et suivants de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 et les articles 266 et suivants du décret n° 67-236 du 23 mars 1967.

Tous pouvoirs sont conférés aux liquidateurs pour opérer, en espèces, le remboursement des apports et la répartition entre associés du boni de liquidation conformément aux dispositions de l'article 21 ci dessus.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile au siège de la société avec attribution de juridiction au tribunal de commerce de ce siège.

Fait à LA FOUILLOUSE,

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT DIX HUIT;

Le ONZE MARS.

En autant d'originaux que nécessaire.

LES PRESENTS STATUTS ONT ETE MIS A JOUR,

En suite de la cession de parts sociales par Monsieur BRUNETTI à Mademoiselle Florence ROCHON, résultant d'un acte sous seings privés en date à MONTBRISON du 12 SEPTEMBRE 2002, enregistré à Montbrison le 19 Septembre 2002, bordereau 2002 numéro 456 case 1.

Enregistrement : 44 Euros,

Timbres : 36 Euros.

Le Receveur signé : M.D. CIGLOTTI.

CERTIFIES CONFORME PAR LE GERANT.

Certifiés conforme par le gérant

